

## ARRÊTÉ TEMPORAIRE

**Le Maire de la Ville de CHINON,**

**Vu,** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 2211-1 et suivants,

**Vu,** le Code de la Route,

**Vu,** le Code Pénal,

**Vu,** le Code de la Voirie Routière,

**Vu,** le Code Général de la Propriété des personnes publiques,

**Vu,** l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,

**Vu,** le règlement sanitaire départemental, notamment l'article 96,

**Vu,** le Règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,

**Vu,** la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2024 en date du 15 décembre 2023 et la décision n° 2024-154 en date du 18 décembre 2024, prorogeant les tarifs 2024 jusqu'au 04 Février 2025.

**Vu,** la requête en date du 15 Janvier 2025 de **La SARL Loire Bati 4** – 14 Rue de la Haute Garde – 37500 ANCHÉ

**Considérant,** que des travaux de ravalement de façade – **23 rue du Puy des Bancs 37500 Chinon,** nécessitent l'installation d'un échafaudage.

## ARRÊTE

**Article 1 :** En raison de travaux de réfection de toiture, **La SARL Loire Bati 4** est autorisé à installer **un échafaudage de 12 mètres linéaires** sur le domaine public, **23 rue du Puy des Bancs 37500 Chinon :**

**Du 29 Janvier 2025 au 19 Février 2025 de 08 h 00 à 18 h 00**

**Article 2 :** L'entreprise chargée des travaux devra s'assurer à tout moment que l'installation de cet échafaudage ne peut compromettre la sécurité des usagers et notamment celle des usagers piétons et cyclistes.

**Article 3** : En fonction de la particularité de l'implantation de l'échafaudage, la sécurité des piétons sera assurée par un dispositif de signalisation et de barrières ainsi que d'éclairage de la structure.

**Article 4** : L'entreprise devra prendre toutes dispositions pour éviter la propagation de poussières dans l'atmosphère en mettant en place une protection par voilage ou bâche.

**Article 5** : Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R.417-10-2-a1.10 du Code de la Route à l'exception des véhicules de chantier nécessaires à l'exécution des travaux.

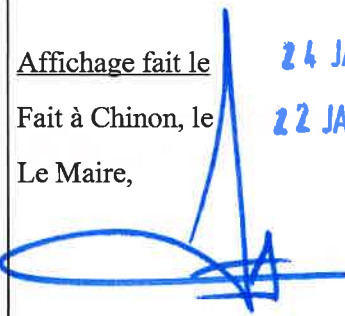

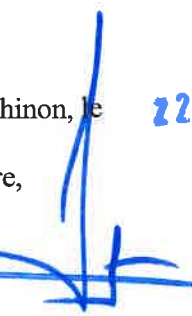
**Article 6** : La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par le pétitionnaire 72 heures avant le début des travaux.

**Article 7** : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe d'occupation du domaine public d'un montant de 43,20 € (1,20 € le ml par semaine).

**Article 8** : Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

**Article 9** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

**Article 10** : Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable du service de Police Municipale Intercommunale, Madame la Gestionnaire du Domaine Public, Monsieur le responsable de l'entreprise chargée des travaux, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

<b><u>Certifié exécutoire par :</u></b>	
Affichage fait le	24 JAN. 2025
Fait à Chinon, le	22 JAN. 2025
Le Maire,	
	
Jean-Luc DUPONT	
	Fait à Chinon, le 22 JAN. 2025
	Le Maire,
	
	Jean-Luc DUPONT